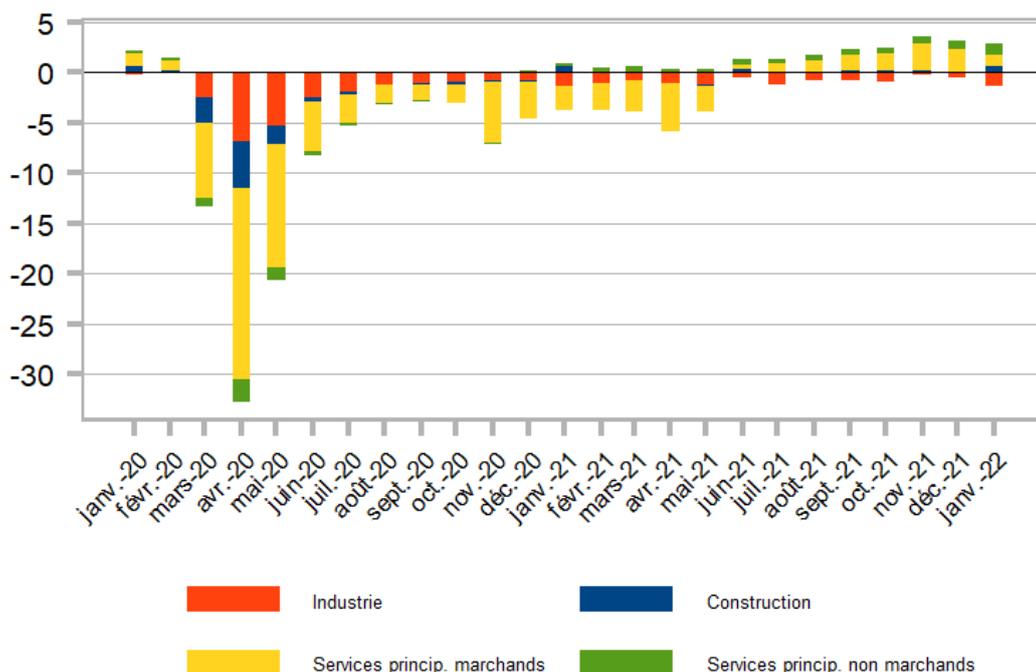


En janvier 2022, l'activité économique dans les Hauts-de-France, mesurée par le nombre d'heures rémunérées, augmente de 1,6 % par rapport au même mois de 2019. Fin février 2022, la consommation des ménages se maintient à un niveau supérieur à celui de 2019, après un léger repli mi-décembre 2021. Porté par l'intérim et le secteur tertiaire marchand, l'emploi continue d'augmenter au 4^e trimestre 2021 dans tous les départements, sauf l'Aisne, seul département à ne pas avoir retrouvé son niveau d'avant-crise. L'activité partielle poursuit sa baisse et n'est désormais quasiment plus mobilisée. Le taux de chômage diminue de 0,7 point et s'établit à 8,9 %. Les demandeurs d'emploi restent moins nombreux qu'avant la crise. Le nombre de bénéficiaires du RSA se réduit toujours (- 1,1 % en janvier 2022).

L'activité économique (mesurée par le nombre d'heures rémunérées) en janvier 2022 augmente dans la région de 1,6 % par rapport au même mois de 2019. Ce ralentissement s'explique par une baisse notable des heures rémunérées dans l'industrie. L'activité augmente dans le Pas-de-Calais et le Nord de respectivement 2,9 % et 2,5 %. Elle diminue dans les autres départements, en particulier dans l'Oise (- 1,5 %), l'évolution dans les autres secteurs ne permettant pas de compenser la baisse dans l'industrie.

Heures rémunérées

Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

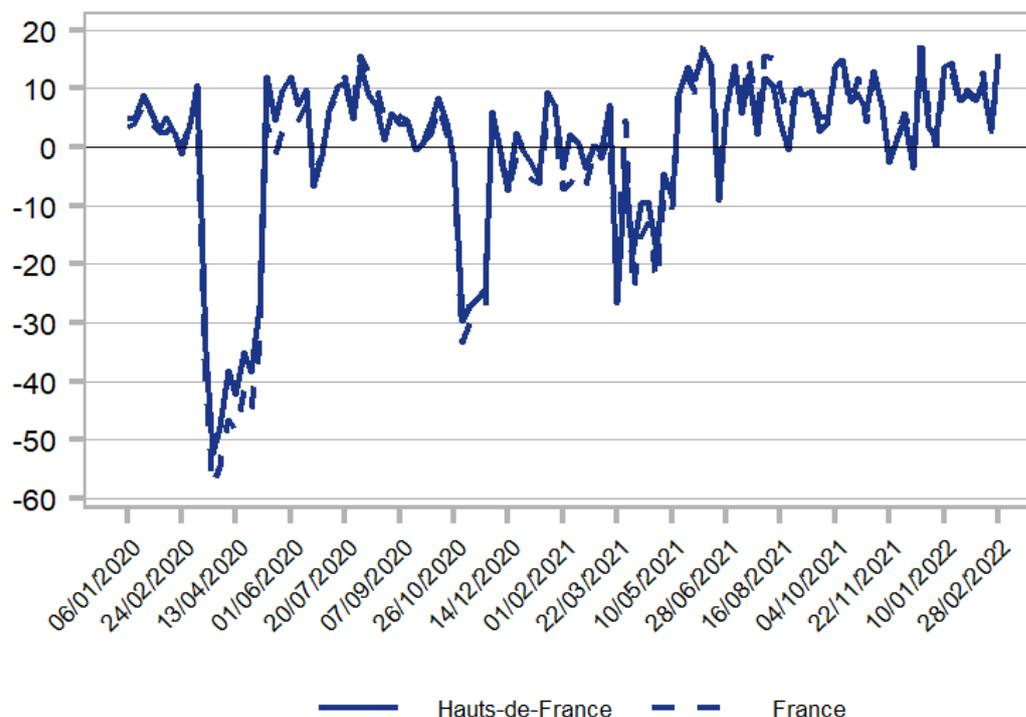
Après 3 trimestres de baisse, les créations d'entreprises repartent à la hausse au 1^{er} trimestre 2022 (+ 3,2 %). Les défaillances d'entreprises sont quant à elles en augmentation pour le troisième mois consécutif (+ 4,8 % en janvier 2022), après une tendance à la baisse depuis début 2019.

Les logements commencés depuis 12 mois sont en baisse de 0,6 % en février 2022 par rapport au mois précédent, mais restent supérieurs à leur niveau d'avant-crise (+ 7,5 %). Ils augmentent dans le Pas-de-Calais et la Somme (+ 2,4 % et + 6,3 %), et diminuent dans les autres départements, de manière plus prononcée dans l'Oise (- 7,2 %).

La consommation des ménages, mesurée à partir des transactions par cartes bancaires, est en hausse depuis fin novembre 2021 par rapport à la même période de 2019, hormis un léger repli la semaine du 13 décembre observé dans tous les départements. Durant la semaine du 28 février 2022, le montant des transactions bancaires est en hausse de 16 % par rapport à son volume de 2019. Cette hausse est plus marquée dans l'Aisne, le Pas-de-Calais et la Somme (+ 19 %).

Transactions bancaires

Evolution par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : Transactions par carte bancaire CB en face à face qui n'incluent pas la vente à distance (internet).

Source : Cartes bancaires CB, calculs Insee.

L'emploi salarié continue d'augmenter au 4^e trimestre 2021 (+ 0,5 %). Il augmente dans tous les départements, sauf dans l'Aisne qui est aussi le seul département n'ayant pas retrouvé son niveau d'avant-crise (- 0,5 %). **Cette hausse est principalement portée par l'intérim (+ 5,1 %)**, dont le recours accru vise à compenser les absences pour Covid dans un contexte de recrudescence importante de l'épidémie en fin d'année. Seule la Somme échappe à ce rebond. **Les services marchands voient aussi leurs effectifs augmenter (+ 0,6 %)**, et ce dans tous les départements sauf dans l'Aisne. L'emploi dans les autres secteurs augmentent peu, et stagne dans les services marchands. Grâce à cette dynamique de l'emploi, le nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle poursuit sa baisse. Ainsi, en février 2022, seuls 7 900 salariés sont désormais concernés (contre 644 100 bénéficiaires en avril 2020).

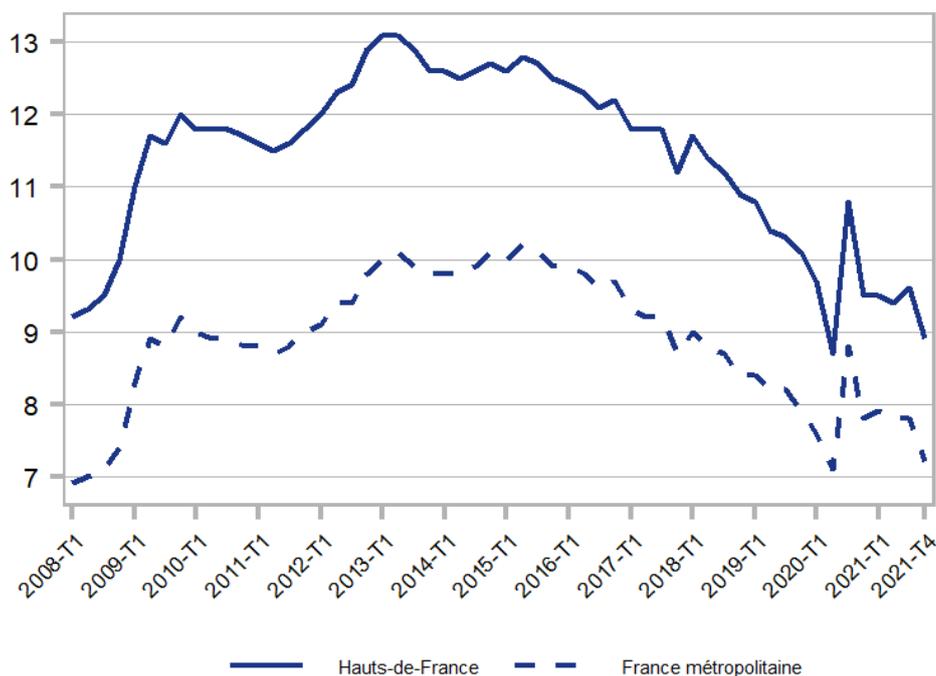
Au 4^e trimestre 2021, le taux de chômage diminue dans tous les départements et s'établit à 8,9 % (- 0,7 point par rapport au trimestre précédent). Il s'échelonne de 7,4 % dans l'Oise à 10,8 % dans l'Aisne. Le taux de chômage reste inférieur à son niveau du 4^e trimestre 2019 dans tous les départements. Hormis la baisse en trompe-l'œil du 2^e trimestre 2020, c'est le plus bas niveau observé depuis la crise économique de 2008.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 63 34 65 31/ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

Taux de chômage

Données trimestrielles CVS (en %)



Notes : Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC poursuit sa baisse depuis juin 2021 (- 0,5 % en février 2022 par rapport au mois précédent). En février, il est inférieur de 6,7 % à son niveau de décembre 2019. Cette baisse concerne tous les départements de la région. Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) augmente légèrement de 0,2 % dans la région, mais il reste tout de même largement inférieur à son niveau d'avant-crise (- 14 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus poursuit son recul entamé en avril 2021 et il est désormais inférieur de 8,4 % à son niveau d'avant-crise.

Hormis un rebond en juillet 2021 (+ 1,5 %), le nombre de bénéficiaires du RSA diminue depuis septembre 2020. La baisse s'établit à 1,1 % en janvier 2022 par rapport au mois précédent, l'écart se creuse avec le niveau d'avant-crise (- 5,6 %). Tous les départements ont retrouvé leur niveau pré-crise, excepté l'Oise (+ 0,8 %). À l'échelle nationale, les bénéficiaires du RSA sont également moins nombreux qu'avant la crise (- 0,7 %).

Avertissement

Les données utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 63 34 65 31/ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr